

• (1.40 p.m.)

Toutefois, cela prendra des années. Nous parviendrons à la souveraineté économique au moyen de la maturité politique. Actuellement, on ne semble pas faire preuve de maturité politique en se plaignant des placements étrangers dans notre pays, alors que le gagnepain de nombreux Canadiens en dépend.

On a proposé d'acheter l'usine de la société Studebaker à Hamilton. Il me semble qu'on a ici une excellente occasion de créer une société témoin. Je me pose toujours la question suivante: Si la Suède peut fabriquer une automobile au complet, pourquoi le Canada ne peut-il sortir une voiture entièrement canadienne? Ce serait sans doute une excellente chose si le gouvernement pouvait s'entendre avec les syndicats ouvriers du pays et avec les banques pour acheter l'usine d'Hamilton et en faire une entreprise conjointe du gouvernement, des syndicats ouvriers et des banques. Il me semble que nos syndicats ouvriers pourraient contribuer bien davantage à corriger la situation dont se plaint le député de Danforth.

Les syndicats ouvriers canadiens possèdent d'énormes trésors. S'il faut une mesure législative pour libérer les caisses de retraite et pour permettre aux sociétés de fiducie de placer de l'argent dans les entreprises canadiennes de ce genre, à mon avis, c'est là le moyen de résoudre le problème qu'a exposé hier le député de Danforth. Si le gouvernement prenait part à cette entreprise conjointe, on pourrait prendre les arrangements voulus pour qu'il puisse transférer au public les actions qu'il détiendrait dans l'entreprise, une fois cette société établie sur des bases solides. Je dirais donc au député de Danforth que plusieurs voies s'ouvrent à lui pour aider notre économie; il pourrait, par exemple, amener le Nouveau parti démocratique et les syndicats ouvriers du pays à encourager l'immigration sur une grande échelle.

M. Scott (Danforth): C'est ce que nous faisons.

M. Klein: Il n'en est rien. Le Nouveau parti démocratique est contre l'immigration. Vous n'admettez que l'immigration d'ouvriers qualifiés. Vous n'acceptez pas une immigration massive. Je soutiens que cela suffit à paralyser notre expansion.

M. Scott (Danforth): Je sais que le député tient à être exact. Telle n'est pas l'attitude du Nouveau parti démocratique. Si le député le désire, nous nous ferons un plaisir de lui envoyer le manifeste du congrès indiquant claire-

[M. Klein.]

ment que notre parti favorise depuis des années une immigration beaucoup plus considérable que le gouvernement n'est disposé à permettre.

Cette entreprise socialiste concernant l'achat de l'usine d'Hamilton m'intrigue. Le député pourrait-il nous dire comment cela fonctionnera; qui achèterait les voitures; comment seraient-elles mises sur le marché; comment s'y prendrait-on pour les vendre?

M. Klein: J'ignore comment nous procéderions. J'essaie seulement d'indiquer certains des projets que nous pourrions tenter de mettre sur pied afin de réaliser les objectifs mêmes dont vous vous plaigniez dans votre discours. Il n'y a pas si longtemps, le Canada se classait au quatrième rang des pays du monde en ce qui concerne les industries de fabrication, car nous exportions les produits des entreprises canadiennes aux pays d'Europe ravagés par la guerre et qui ne fabriquaient pas eux-mêmes ces articles. Nous avions donc des marchés tout trouvés pour écouler les produits de l'industrie canadienne. Aujourd'hui, ces pays à qui nous expédions autrefois ces produits les fabriquent eux-mêmes. Si le Canada ne peut plus exporter les marchandises, ce serait une bonne idée, d'après moi, d'importer le consommateur.

Je le répète, monsieur l'Orateur, le problème fondamental au Canada est de savoir de quoi il s'agit lorsque nous parlons de notre pays. Il est question de cinq, six ou peut-être dix centres industriels. Ce n'est pas que le reste du Canada soit sans importance mais, au point de vue démographique, le Canada ne compte que Montréal, Toronto, Winnipeg, Hamilton, Vancouver et quelques autres centres. A l'exception de ces huit ou dix grandes agglomérations, le Canada est un pays aride et non peuplé. Afin de remédier à cet état de choses, j'insiste aujourd'hui pour que notre politique d'immigration soit élargie et étendue.

M. John H. Addison (York-Nord): Monsieur l'Orateur, je saisis l'occasion de participer au débat et mes observations seront courtes et pertinentes. Je me suis souvent demandé si «le menu fretin» ou les députés de l'arrière-banc exerçaient quelque influence auprès des ministres. Il y a deux semaines, vers la fin du débat sur le budget, j'ai, aussi vigoureusement que je l'ai pu, exhorté le ministre à présenter au Parlement, pour que nous puissions l'examiner, l'accord concernant les produits de l'industrie automobile signé, il y a 15 mois, par le Canada et les États-Unis. Deux semaines plus tard, par pure chance ou par une direction avisée, on nous le présente.